

Loiret agricole et rural, 27 juin 2014

Action Syndicale. La FDSEA et les JA de Loiret ont contribué à l'action syndicale lancée

Vous voulez manger français, nous voulons

Les contraintes administratives et réglementaires traditionnelles, chaque jour. La nouvelle directive européenne de l'habitat. Curer un fossé devient être compliqué. Un agriculteur de l'Anjou-Saône a été condamné pour avoir taillé une haie. Et enfin la graine d'ours qui fait débiter la vache, le projet de non-traitement à 200 mètres des lieux publics proposés par le conseil municipal dans le cadre du projet de loi d'avenir. La FNSEA veut dire stop et adresser un courrier, rassembler les élus et les citoyens.



Jean-Pierre Sauret et Valérie Coen ont répondu présents pour un échange avec la FNSEA et les JA.

L'action syndicale lancée par la FNSEA de Loiret et les JA fait connaître en deux étapes. Tout d'abord, les syndicats ont encouragé leurs adhérents à rencontrer les Maires de leur commune afin de les sensibiliser sur la problématique du non-traitement à 200 mètres des habitations. L'important était de faire comprendre que les exploitants sont des gens responsables et formés et qu'une solution est toujours possible pour éviter les déchets de produits phytosanitaires. Les Maires étaient encouragés à rencontrer les représentants auprès de nos parlementaires.

Rencontre des parlementaires PG le 20 juin

La FNSEA a souhaité échanger sur les sujets d'actualité pour permettre le travail mené par l'ensemble des adhérents sur le terrain. Jean-Benoît Besson, président de la FNSEA, Céline Besson, secrétaire générale et Valérie Coen, présidente des JA, étaient présents pour rencontrer Jean-Pierre Sauret et Valérie Coen. Cette rencontre était de grande importance avant l'examen en commission économique à l'Assemblée Nationale les 24 et 25 juin du projet de loi d'avenir agricole.

Les deux exploitants ont répondu aux parlementaires qu'il

il a été surtout abordé l'importance d'une uniformisation des normes pour éviter les rajouts franco-français qui contribuent à l'affaiblissement de l'agriculture en France.

Mobilisation à Rungis le nuit du 23 juin

100 agriculteurs se sont retrouvés le 23 juin à 22h30 au Marché d'intérêt national (MIN) de Rungis pour 130 agriculteurs de Loiret, soit un des départements les moins représentés en région Centre. Cette mobilisation a été organisée par la FNSEA et la FNSJA.

Il n'est pas concevable de monter un projet de loi à partir d'un fait divers. Sinon, comme le précise Jean-Benoît Besson, « ce projet nous en cause la production agricole et donne une très mauvaise image des agriculteurs. On laisse penser aux citoyens que nous voulons leur protéger la population et l'environnement, sans vouloir le soutenir ».

Les parlementaires français ont également échangé sur des sujets comme le bien-être animal, la mise en place du compte pénibilité pour les salariés agricoles, la problématique abélie avec les traitements de rizi, les services paysans ainsi que les déchets causés par la grille lors des crues de la Penne.

Il a été surtout abordé l'importance d'une uniformisation des normes pour éviter les rajouts franco-français qui contribuent à l'affaiblissement de l'agriculture en France.

Il est ainsi adressé au premier ministre, Stéphane Le Foll et à la ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll un courrier engagé. Xavier Bellin a rappelé tout comme l'ont fait les élus départementaux lors de la rencontre des parlementaires que nous avons besoin d'une France rurale viable.

Sans le dumping social, qui existe aujourd'hui de la Seine à l'Etat



Jean-David, président de la FDSEA parmi les manifestants.